

Cahier des clauses administratives particulières

FOURNITURE & LIVRAISON D'UNE CUVE DE STOCKAGE CO₂ DE 2 M³

F25CUVE

Table des matières

Article 1.	OBJET DU MARCHE	4
Article 2.	PROEDURE ET FORME DU MARCHÉ ET DES NOTIFICATIONS	4
2.1.	Forme et procédure	4
2.2.	Allotissement.....	4
2.3.	Forme des notifications.....	4
2.4.	Prestations similaires	4
2.5.	Prestations supplémentaires.....	4
2.6.	Option.....	4
Article 3.	PARTIES AU MARCHÉ	5
3.1.	Pouvoir Adjudicateur.....	5
3.2.	Titulaire.....	5
3.2.1.	Sous-traitance	5
3.3.	Sanctions légales :	5
Article 4.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	5
4.1.	Dépôt des pièces administratives	5
Article 5.	DUREE.....	6
5.1.	Durée du marché.....	6
5.2.	Délai de livraison	6
5.3.	Reconduction.....	6
Article 6.	DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
6.1.	Documents contractuels du marché	6
6.2.	Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles.	7
6.3.	Pièces à remettre au Titulaire	7
Article 7.	PRIX DU MARCHE	7
7.1.	Caractéristiques des prix	7
7.2.	Montant.....	7
7.1.	Modalités de variation des prix.....	7
7.2.	Contenu des prix	8
7.3.	Garanties Financières	8
7.4.	Avance	8
7.4.1.	Conditions de versement et de remboursement	8
7.4.1.	Garanties financières de l’avance	8
7.1.	Régime fiscal.....	8
Article 8.	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	8
8.1.	Acomptes et paiements partiels définitifs	8

8.1.1.	Echelonnement des paiements :	8
8.2.	Présentation des demandes de paiement	9
8.3.	Délai global de paiement.....	9
8.4.	Palements des co-traitants.....	10
8.5.	Répartition des paiements en cas de sous-traitance	10
8.6.	Modalités de paiement direct des sous-traitants	10
Article 9.	CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	10
9.1.	Responsabilité – Lieu d'exécution.....	10
9.2.	Identification des personnels du Titulaire.....	10
9.3.	Sécurité	11
9.4.	Dispositif de lutte contre le travail dissimulé.....	11
9.5.	Reports et annulations	11
9.6.	Clause environnementale	11
Article 10.	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	12
10.1.	Contrôles mécaniques et structurels.....	12
10.2.	Tests thermiques	Erreur ! Signet non défini.
10.3.	Contrôles fonctionnels.....	Erreur ! Signet non défini.
10.4.	Conformité réglementaire	12
10.5.	Contrôles non destructifs (CND).....	12
10.6.	DECISION APRES VERIFICATIONS.....	12
Article 11.	GARANTIE	12
Article 12.	LIVRABLES DOCUMENTAIRES.....	12
12.1.	Le dossier de conception technique comprenant :	13
12.2.	Le dossier de fabrication.....	13
12.3.	Le dossier de propriété intellectuelle.....	13
12.4.	Le dossier réglementaire et normatif	13
12.5.	Dossier de transfert de savoir-faire	13
Article 13.	CONFIDENTIALITE.....	13
13.1.	Confidentialité des informations :	13
13.2.	Traitement des données à caractère personnel :	14
Article 14.	PENALITES	15
Article 15.	PROPRIETE INTELLECTUELLE	15
Article 16.	UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE	15
Article 17.	ASSURANCES	16
Article 18.	RESPONSABILITE	16
Article 19.	CESSION DU MARCHÉ	16
Article 20.	RESILIATION	17

20.1.	Conditions de résiliation du marché.....	17
20.2.	Observations du Titulaire en cas de résiliation	17
Article 21.	REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	17
Article 22.	EXECUTION AU FRAIS ET RISQUES	18
Article 23.	REGLEMENT DES LITIGES	18
23.1.	L'organe chargé des procédures de médiation	18
23.2.	L'instance chargée des procédures de recours	18
Article 24.	DEROGATIONS.....	18

Article 1. OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet la fourniture et la livraison d'une cuve de stockage CO² de 2m³ conformément aux spécifications du cahier des charges techniques F25CUVE associé.

Le marché est un marché de : Fournitures. Le marché ne comprend ni l'installation ni la mise en service de la cuve.

Article 2. PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ ET DES NOTIFICATIONS

2.1. Forme et procédure

Le présent marché est un marché de fournitures soumis au code de la commande publique et conclu selon une procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux articles L.2124-1 et 2, R.2161-1 à R2161-5 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché mono-attributaire unique.

2.2. Allotissement

Le marché n'est pas alloti car la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations

2.3. Forme des notifications

La notification au Titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai est faite par échanges dématérialisés, transmission électronique (notamment mail, télécopie, moyen électronique) ou sur supports électroniques. Les modes de transmission utilisés doivent permettre de donner une date certaine de réception.

2.4. Prestations similaires

Conformément à l'article R.2122-7 du code de la commande publique, l'Ineris se réserve la possibilité de conclure un marché ou un marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au Titulaire du présent marché (marché initial).

2.5. Prestations supplémentaires

Conformément à l'article R.2194-2 et R2194-3 du code de la commande publique, le présent marché peut être modifié lorsque des services supplémentaires, sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le présent marché. Les montants supplémentaires induits ne pourront avoir pour conséquence de dépasser l'enveloppe financière maximum déterminée pour ce marché et mentionnée à l'acte d'engagement.

2.6. Option

Le présent marché ne comporte pas d'option.

Article 3. PARTIES AU MARCHÉ

3.1. Pouvoir Adjudicateur

L'Ineris, établissement public à caractère industriel et commercial placé sous la tutelle du ministère en charge de l'Ecologie est le pouvoir adjudicateur partie au marché.

3.2. Titulaire

Le Titulaire du marché est l'opérateur économique ou l'ensemble des opérateurs économiques chargé de l'exécution des prestations du marché.

3.2.1. Sous-traitance

Le Titulaire pourra, le cas échéant, recourir à des entreprises intervenantes pour l'exécution du présent marché et dans cette hypothèse, en demandera préalablement l'autorisation par écrit, à l'Ineris.

Le Titulaire restera, en tout état de cause, le seul responsable de l'exécution du marché et s'engage à faire respecter par ses sous-traitants toutes les obligations au titre du présent marché.

Il est précisé que la sous-traitance totale du marché est interdite.

La demande d'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance devront être adressés à l'Ineris (à la personne en charge du suivi de l'exécution du marché) au plus tard 20 jours calendaires précédents l'intervention prévue du sous-traitant.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le candidat remet avec son offre un formulaire DC4 de déclaration de sous-traitance. Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance, la date d'établissement des prix et le régime des avances, les réfections, les pénalités, toutes ces conditions ne pourront pas déroger aux conditions prévues au présent CCAP.

3.3. Sanctions légales :

Sans préjudice de l'application de sanctions légales, le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le Titulaire à l'application de pénalités prévues au présent CCAP.

Il en est de même si le Titulaire du marché a fourni en connaissance de cause des renseignements inexacts à l'appui de sa demande.

L'application des pénalités ne fait pas obstacle à la résiliation de plein droit du marché et à l'octroi de dommages et intérêts au titre du préjudice subi.

Article 4. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

4.1. Dépôt des pièces administratives

Précision : la procédure décrite ci-dessous ne se substitue pas à celle prévue au Règlement de Consultation concernant la fourniture, par l'ensemble des soumissionnaires, des documents obligatoires dans leurs réponses à l'appel d'offre initial.

La procédure décrite ci-dessous ne s'applique qu'au(x) Titulaire(s).

Conformément à l'article D. 8222-5 du code du travail, le Titulaire du marché doit obligatoirement remettre au représentant du pouvoir adjudicateur, tous les 6 mois, à compter de la date de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 143-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions.

Dans l'objectif de moderniser et de faciliter la transmission des documents administratifs et pour respecter l'obligation de vigilance imposée par le Code du Travail, il est demandé à chaque Titulaire, après la notification du marché et pendant toute la durée de son exécution, de les transmettre sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>.

Si le Titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

En cas de non remise des documents susmentionnés, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire, par écrit, une mise en demeure de remettre ces documents, assortie d'un délai.

En cas de mise en demeure restée infructueuse, et de non remise des documents dans le délai fixé, le représentant du pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à une indemnité.

Le Titulaire est tenu de fournir, sur la plateforme, les documents suivants :

1/ Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers datant de moins de trois mois

2/ Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions

3/ La liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation du travail en France

4/ Assurance Responsabilité Civile professionnelle, en cours de validité, avec tableau des garanties

5/ Attestation de travailleur régulier

6/ Attestation de régularité fiscale

Article 5. DUREE

5.1. Durée du marché

La durée du marché se confond avec son délai d'exécution ainsi que sa date de livraison demandée au plus tôt à la fin de l'année 2026.

La durée du marché court ainsi à compter de sa date de notification jusqu'au 31/12/2026.

5.2. Délai de livraison

Le matériel ne pourra pas être livré sur le site de l'Ineris avant le 1^{er} décembre 2026.

L'acte d'engagement du candidat fixe ce délai de livraison comme contractuel.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du marché.

5.3. Reconduction

Le marché n'est pas reconductible.

Article 6. DOCUMENTS CONTRACTUELS

6.1. Documents contractuels du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, en cas de contradiction, les pièces constitutives qui suivent prévalent dans l'ordre de priorité décroissant mentionné ci-après :

- La notification du marché ;
- L'acte d'Engagement réf AE-F25CUVE et son annexe financière en un original complété, daté et signé par une personne habilitée de plein droit à représenter la société :
 - Annexe DPGF-BPU (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire et BPU) valant annexe financière (Réf. DPGF_F25CUVE)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP -F25CUVE) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Ineris fait seul foi ;
 - Les conditions générales d'achat de l'Ineris ;

- La charte fournisseur disponible sur le site internet de l'Ineris (www.ineris.fr);
- La charte de déontologie de l'Ineris
- Le cahier des clauses techniques particulières – (CCTP – F25CUVE) et son annexe dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Ineris fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de prestations de services (CCAG-FCS) , approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur à la date de la notification du présent marché public. (Ce document n'est pas joint au marché. Le Titulaire peut s'en procurer un exemplaire auprès de la Direction des Journaux Officiels ou sur le site du Ministère des Finances, portail : www.marches-publics.fr;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché
- L'offre technique du Titulaire dans toute ses dispositions conformes aux documents qui précèdent

Sauf en cas d'erreur manifeste, en cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de le marché, il est expressément convenu entre les parties que les dispositions contenues dans le document de rang supérieur prévaudront pour les obligations se trouvant en conflit d'interprétation. Ces documents constituent l'intégralité de le marché et des obligations de l'Ineris et du Titulaire.

Viendront s'ajouter aux documents constitutifs au fur et à mesure de leur passation, les marchés subséquents, et documents associés, passés sur le fondement de le marché dans l'ordre décroissant de leurs dates de notification.

Toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque du Titulaire contraire ou modifiant les dispositions des autres pièces de le marché et des marchés subséquents est réputée non écrite. Les conditions générales du Titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

6.2. Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles.

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus expriment l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Les dispositions du marché prévalent sur celles qui figuraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre l'Ineris et le Titulaire préalablement à la signature du marché. Il en est également ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures et des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

L'exemplaire original de ces documents conservé par l'Ineris fait seul foi.

6.3. Pièces à remettre au Titulaire

Par dérogation à l'article 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG/FCS, la notification de le marché consiste en la remise, sans frais, au Titulaire d'une copie de l'acte d'engagement signé par l'Ineris. Cette remise est opérée par échange dématérialisé au travers de la plateforme dématérialisée des achats de l'État.

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité est remis, sans frais, sur demande écrite expresse du Titulaire par voie postale à l'agence comptable de l'Ineris.

Article 7. PRIX DU MARCHÉ

7.1. Caractéristiques des prix

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

7.2. Montant

Le montant du présent marché, établi aux conditions économiques du mois de remise des offres, est plafonné à la somme mentionnée dans l'acte d'engagement, toute sujétion incluse.

7.1. Modalités de variation des prix

A compter de la date de démarrage du marché, les prix sont fermes et définitifs.

7.2. Contenu des prix

Les prix sont détaillés dans l'annexe financière DPGF de l'acte d'engagement, ils sont établis hors TVA, et sont réputés complets, c'est-à-dire, comprendre la rémunération de toutes les prestations nécessaires à la bonne exécution de l'ensemble des prestations du marché. Ils incluent notamment :

- ✓ Toutes les charges fiscales et parafiscales frappant la prestation,
- ✓ Les frais d'assurance,
- ✓ Les marges pour risques et marges bénéficiaires,
- ✓ Tous les frais de déplacement, d'hébergement ou de restauration des personnels du Titulaire et des intervenants tiers nécessaires à l'exécution des prestations,
- ✓ Le coût des droits de propriété intellectuelle cédés conformément au le marché,
- ✓ Les frais de conception et de remise des livrables tels que décrits au CCTP,

7.3. Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7.4. Avance

7.4.1. Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

7.4.1. Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

7.1. Régime fiscal

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement est assorti de la TVA.

Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

Article 8. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

8.1. Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

8.1.1. Echelonnement des paiements :

Le montant du présent marché sera facturé par le Titulaire conformément à l'échéancier suivant :

- 30% à validation des plans par virement au plus tard à 60 jours nets.
- 70% à la livraison sur le site de l'Ineris du matériel et du dossier de conception par virement à 60 jours nets.

8.2. Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Le dépôt de la facture sur le portail de facturation Chorus Pro s'effectue en saisissant :

- L'identifiant de l'Ineris (= N° de SIRET)
- Le n° du marché : ce numéro sera communiqué à l'attributaire, au moment de la notification du marché ou le n° de bon de commande.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
 - 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
 - 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
 - 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du marché et ou du marché subséquent ;
 - 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
 - 6° La date de livraison et la description détaillée des fournitures livrées et / ou d'exécution des services ou des travaux réalisés ;
 - 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
 - 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
 - 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
 - 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
 - 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
 - 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
- Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.
- 13° Le RIB avec l'IBAN et le BIC, tels qu'ils sont précisés dans l'acte d'engagement (AE) et le n° Siret du Titulaire ;

Toute facture qui ne comporte pas de numéro d'identification ou qui n'est pas directement adressée uniquement au Service Facturier de l'Agence Comptable sera retournée au Titulaire sans être payée et sans qu'aucun retard ou défaut de paiement ne puisse être reproché à l'Ineris.

8.3. Délai global de paiement

Le délai global et maximal de paiement, à compter de la date de réception de la demande de paiement ou de la facture, est de 60 jours, conformément aux dispositions du décret 2008-407 du 28 avril 2008 modifiant l'article 98 du code des marchés publics et sous réserve de conformité de la facture aux termes du marché. A défaut, elle sera renvoyée à l'émetteur.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit au bénéfice d'intérêts moratoires selon la réglementation en vigueur.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le règlement s'effectue, après les opérations de vérification quantitatives et qualitatives prévues à l'article 10 du présent CCAP, par virement au profit du compte indiqué dans l'acte d'engagement.

8.4. Paiements des co-traitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8.5. Répartition des paiements en cas de sous-traitance

En cas de sous-traitance, les prix des prestations sous-traitées figureront dans les actes spéciaux de sous-traitance (DC4) et seront déduits du prix de règlement au Titulaire.

8.6. Modalités de paiement direct des sous-traitants

Pour les sous-traitants, le Titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par l'Ineris à chaque sous-traitant concerné ; cette somme inclut la T.V.A.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement au Titulaire.

Cette demande de paiement, revêtue de l'acceptation du Titulaire du marché, est transmise par ce dernier à l'Ineris.

L'Ineris avise le sous-traitant de la date de réception de la demande de paiement envoyée par le Titulaire et lui indique les sommes dont le paiement à son profit est accepté par ce dernier.

Dans le cas où le Titulaire n'aurait ni opposé un refus motivé à la demande de paiement du sous-traitant, ni transmis celle-ci à l'Ineris, dans un délai de quinze jours à compter de sa réception, le sous-traitant envoie directement sa demande à l'Ineris par lettre recommandée avec avis de réception postale ou la lui remet contre récépissé dûment daté ou inscrit sur un registre tenu à cet effet.

L'Ineris met aussitôt en demeure le Titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception postal, de lui faire la preuve dans un délai de quinze jours à compter de la réception de cette lettre, qu'il a opposé un refus motivé à son sous-traitant.

Dès réception de l'avis, le pouvoir adjudicateur informe le sous-traitant de la date de cette mise en demeure. A l'expiration du délai prévu à l'alinéa précédent, au cas où le Titulaire ne serait pas en mesure d'apporter cette preuve, l'Ineris, paierait les sommes dues au sous-traitant dans un délai maximum fixé à [l'article 8.3](#).

Article 9. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

9.1. Responsabilité – Lieu d'exécution

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS, à l'adresse indiquée dans le CCTP.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 19 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

9.2. Identification des personnels du Titulaire

Le Titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel présent dans l'enceinte de l'Institut, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur (badge nominatif avec photo et logo de la société titulaire du marché).

Le Titulaire avise ses sous-traitants de l'obligation de respecter l'exigence susvisée. Il reste responsable du respect de celle-ci pendant toute la durée du marché.

9.3. Sécurité

L'Ineris a défini, selon les dispositions du Code du Travail – Articles R. 4515-11 à R. 4515-15, une politique de sécurité des personnes lors des interventions d'entreprises extérieures dans ses établissements. Cette politique se traduit par l'application de différentes procédures que le Titulaire du marché devra respecter.

L'Ineris pourra s'assurer, auprès des salariés du Titulaire du marché et de ses sous-traitants, de leur connaissance des règles de sécurité retenues dans le Plan de Prévention de l'opération, dans la mesure où ce plan aura préalablement été communiqué au Titulaire du marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de suspendre l'exécution de la prestation, si les conditions de sécurité ne sont pas respectées, jusqu'à la mise en œuvre, par le Titulaire du marché, des dispositions correctives nécessaires.

9.4. Dispositif de lutte contre le travail dissimulé

Le Titulaire est tenu de fournir à l'Ineris, avant la signature du présent marché et tous les six mois, à compter de la prise d'effet du contrat et jusqu'à la fin de son exécution, les pièces suivantes permettant d'établir que le Titulaire s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, établissant qu'il satisfait à ses obligations fiscales et sociales telles que prévues par ces articles.

Les pièces correspondantes à remettre à l'Ineris sont listées aux articles D. 8222-4 à D. 8222-8 du Code du travail.

En cas de non accomplissement de ces formalités par le Titulaire, après mise en demeure de régulariser sa situation restée infructueuse, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le présent marché, sans indemnités aux frais et risques du Titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP.

9.5. Reports et annulations

Hors circonstances exceptionnelles ou imprévisibles, le titulaire est tenu de faire part à l'Ineris, par tout moyen, dans un délai de quinze (15) jours ouvrés précédant le jour de la livraison de tout événement ou difficulté qui s'avérerait prévisible et qui l'obligerait à annuler ou à reporter la livraison. Cette information devra parvenir à l'Ineris par tout moyen permettant de prouver la date certaine de réception.

Le non-respect du délai précité expose également le titulaire à la mise en œuvre de pénalités définies à [l'article 14](#) du présent CCAP.

Après annulation ou report initié(e) par le titulaire, une nouvelle date devra être proposée par le titulaire dans les 15 jours ouvrés, sans frais supplémentaire.

9.6. Clause environnementale

L'Ineris, sous tutelle du ministère en charge de la transition écologique et solidaire porte une attention particulière aux dispositions prises par ces Titulaires de marchés en faveur de la protection de l'environnement et de la responsabilité sociétale.

Le Titulaire doit respecter et mettre en œuvre toutes les lignes directrices et politiques qui sont fixées par l'Ineris notamment selon les principes suivants :

- Tous les documents livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format PDF ou équivalent) et/ou sur des supports en papier recyclé ou éco labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemples : label FCS, PEFC ou équivalent).
- Encouragement des bonnes pratiques environnementales dans l'exécution du marché avec tous les partenaires de services et les communautés locales ;
- Réalise le tri et le recyclage des matériels informatiques et/ou produits créés au cours de l'exécution du marché.
- Le titulaire doit s'attacher à favoriser dans la mesure du possible la limitation des émissions de gaz à effet de serre (transports, approvisionnements, titulaires et consommation d'énergie).

Article 10. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 22 et 23.1 du CCAG-FCS.

La réception définitive est soumise à la réalisation par le Titulaire des tests et épreuves suivants :

10.1. Contrôles mécaniques et structurels

- **Épreuve hydraulique (test de pression)** : Le Titulaire vérifie et certifie par la réalisation de cette épreuve de la résistance de la cuve à une pression supérieure à la pression de service (entre 1,3 à 1,5 fois la pression de service, soit environ 195 à 225 bar).
- **Contrôle visuel et dimensionnel** : Le Titulaire procède à la vérification de la qualité des soudures, de l'état de surface, des bossages et piquages.
- **Essai de résistance des pieds/supports** : Le Titulaire certifie leur capacité à supporter le poids total de la cuve pleine, en lien avec le dispositif de pesée.
- **Essai de stabilité** : Le Titulaire vérifie et certifie que la cuve reste stable sur son support, même en cas de vibrations ou de légers déplacements.

10.2. Conformité réglementaire

Le Titulaire certifie de la conformité de la cuve aux normes applicables :

EN 13445 (cuves non soumises à la flamme)

PED 2014/68/EU (Directive européenne sur les équipements sous pression)

ASME Section VIII (si applicable)

10.3. Contrôles non destructifs (CND)

Le Titulaire procède et fournit les preuves de la réalisation des contrôles suivants :

- Radiographie ou ultrasons des soudures
- Magnétoscopie ou ressuage : pour détecter les fissures superficielles.
- Épaisseur des parois : mesure par ultrasons pour vérifier la conformité aux plans

10.4. DECISION APRES VERIFICATIONS

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG-FCS.

Article 11. GARANTIE

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-FCS, les prestations font l'objet d'une garantie minimale de 24 mois (comprenant la garantie pièce, main-d'œuvre et déplacement). Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Article 12. LIVRABLES DOCUMENTAIRES

Le Titulaire s'engage, au titre du présent marché, à remettre à l'Ineris la documentation décrite au CCTP (documentation technique, marquage CE...) ainsi que les documents mentionnés ci-dessous conditionnant l'admissibilité du matériel :

12.1. Le dossier de conception technique comprenant :

- Plans détaillés (2D et 3D) : incluant les dimensions, les piquages, les bossages, les pieds, les interfaces instrumentées.
- Calculs de dimensionnement : pression, température, contraintes mécaniques, dilatation thermique, résistance des matériaux.
- Schéma fonctionnel : représentation des flux (entrée, mélange, sortie), instrumentation, sécurité.

12.2. Le dossier de fabrication

- Procédures de fabrication : incluant les étapes critiques, les tolérances, les contrôles qualité.
- Traçabilité des matériaux : certificats matériaux : certificat matière, origine, conformité aux normes.
- Procès-verbaux de contrôle : CND, tests de pression, essais thermiques, étanchéité, calibration des instruments. Procès-verbaux de soudure et de contrôle non destructif (CND).
- Plans de fabrication et de montage.

12.3. Le dossier de propriété intellectuelle

Accord de confidentialité (NDA) : signé par toutes les parties impliquées (fournisseur, sous-traitants, consultants).

Clause de cession ou de licence des droits : précisant que les droits de propriété intellectuelle (brevets, dessins, modèles, savoir-faire) sont cédés ou concédés à votre entreprise.

Déclaration d'originalité : attestant que la conception est originale et ne viole pas de brevets tiers.

Inventaire des éléments protégés : liste des composants, procédés ou logiciels couverts par des brevets, dessins ou modèles déposés.

12.4. Le dossier réglementaire et normatif

- Déclaration de conformité CE (si applicable)
- Certificats PED / ASME / EN 13445
- Rapports d'audit ou d'inspection tierce partie (organisme notifié ou accrédité).

12.5. Dossier de transfert de savoir-faire

- Instructions d'assemblage et de maintenance
- Liste des fournisseurs critiques
- Documentation des logiciels ou systèmes embarqués (si capteurs ou automatisation)
- Manuel d'utilisation et d'entretien

Article 13. CONFIDENTIALITE

13.1. Confidentialité des informations :

Par dérogation à l'article 5.1.1 du CCAG-FCS, une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peut l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Toutefois, n'est pas considérée confidentielle toute information :

1. Qui était dans le domaine public au moment de sa divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendue publique pendant l'exécution du marché ;
2. Signalée comme présentant un caractère non confidentiel et relative aux prestations du marché ;
3. Qui a été communiquée au titulaire du marché par un tiers ayant légalement le droit de diffuser cette information, comme le prouvent des documents existant antérieurement à sa divulgation par l'acheteur.

Le Titulaire est tenu au secret professionnel (article 226-13 du code pénal) pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, documents, supports d'information, fichiers informatiques ou non, et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution de le marché et des marchés subséquents. Il s'interdit notamment toutes communications écrites ou verbales sur ces sujets, ainsi que toute remise de documents à des tiers, sans l'accord écrit de l'Ineris.

Le Titulaire doit respecter toutes les dispositions issues de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et notamment ses articles 34 et 35.

A ce titre, le Titulaire doit tout particulièrement veiller à :

- Ne pas utiliser les documents et fichiers informatiques à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- Ne pas communiquer les produits réalisés, documents et fichiers à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, ainsi que le personnel chargé par le Titulaire d'exécuter les prestations ;
- Prendre toutes mesures de sécurité matérielle permettant de conserver les fichiers informatiques utilisés dans le cadre du présent marché et d'éviter toute dégradation et toute utilisation détournée ou frauduleuse de ceux-ci ;
- Ne conserver aucune copie des produits réalisés, des documents, des fichiers informatiques ou qui lui ont été confié à l'issue de le marché et produire l'attestation de la destruction de ces données, dûment signée par une personne habilitée.

Il doit également faire respecter les dispositions du présent article par son personnel et par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte, notamment ses sous-traitants. Il conclut par ailleurs avec ces derniers un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent article, afin d'assurer notamment la mise en œuvre des mesures de sécurité et de confidentialité conformément à l'article 34 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

L'Ineris se réserve le droit de procéder à toutes vérifications qui lui paraîtraient utiles pour s'assurer du respect de ses obligations, tant par le Titulaire que par ses sous-traitants éventuels. Pour ce faire, il se réserve notamment le droit de demander, à tout moment, au Titulaire, communication de l'engagement de sécurité et de confidentialité prévu au précédent alinéa.

13.2. Traitement des données à caractère personnel :

Chaque partie au marché s'engage à respecter toute disposition résultant :

- De la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- Du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil, du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), à compter du 25 mai 2018.

Le titulaire s'engage à ne divulguer aucune information dont il pourrait avoir eu connaissance durant l'exécution de sa prestation, auprès des salariés de l'Ineris et/ou des opérateurs extérieurs.

Si la constitution d'une base de données comportant des données à caractère personnel et données administratives des usagers devait être rendue nécessaire par l'exécution des prestations figurant au présent marché, ces données sont confidentielles et seront collectées, traitées et hébergées sur le territoire français métropolitain ou le territoire d'un État membre de l'Union européenne, ou le cas échéant, dans tout État permettant d'assurer un niveau adéquat de protection desdites données.

Notamment, le titulaire garantit le respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, notamment en matière de flux transfrontières hors de l'Union européenne. Le cas échéant, la production de pièces justificatives (à titre d'exemple et de façon non exhaustive : binding corporate rules, clauses contractuelles types, certification active de la société pour bénéficier du bouclier de protection des données (Privacy Shield)) peut être exigée par l'Ineris.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre toute mesure technique et organisationnelle appropriée pour protéger les données à caractère personnel, en prenant en compte l'état des connaissances, les coûts de mise en œuvre et la nature, portée, contexte et les finalités du traitement ainsi que les risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour les droits et libertés des personnes physiques, afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque.

Le cas échéant, le titulaire du marché s'engage à respecter les droits des personnes concernées par les données à caractère personnel traitées (droit à l'information, droit d'accès, droit d'opposition, droit de rectification, droit à la portabilité, droit à l'effacement, droit de réclamation, droit de recours devant une autorité).

Le titulaire s'engage à notifier à l'Ineris, dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance, toute violation de donnée à caractère personnel, soit toute violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.

L'Ineris se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect de ses obligations par le prestataire au titre du présent article.

En cas de violation des dispositions ci-dessus par le titulaire, le présent marché peut être résilié de plein droit aux torts du titulaire et sans mise en demeure préalable.

Article 14. PENALITES

En cas de retard dans l'exécution des prestations objet du marché ou d'indisponibilité, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités mentionnées à l'article 14 des CCAG-FCS

En complément à l'article 14 des CCAG de références, et sans préjudice de l'application de sanctions légales, le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le Titulaire à l'application d'une pénalité de 1 000 euros par cas constaté.

Le non-respect du délai mentionné [à l'article 9.5](#) expose également le titulaire à la mise en œuvre d'une pénalité de 500 euros par cas de report constaté.

Article 15. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est fait application de l'option A du CCAG TIC.

Clause de cession des droits :

Les droits de propriété intellectuelle relatifs aux dessins, plans, dossier de conception technique relatifs à ce marché sont cédés à l'Ineris.

Article 16. UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE

En application de la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, l'ensemble des livrables demandés au titre du marché doit être rédigé en français.

Dans le cas où le Titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir ce document accompagné d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourrait avoir lieu entre l'Ineris et le Titulaire durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

Article 17. ASSURANCES

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Le Titulaire s'engage à garantir l'Ineris pour tous les dommages causés aux biens et aux personnes pouvant résulter de l'intervention de ses collaborateurs pour la réalisation des prestations, quelle que soit la nature des sinistres causés.

Les polices souscrites tiennent compte notamment des préjudices liés à la divulgation d'informations confidentielles.

Le Titulaire s'engage à s'assurer, pour l'ensemble de ces dommages, auprès d'une compagnie d'assurance agréée et à fournir sa ou ses polices d'assurance sur demande de l'Ineris. En cas de sinistre, le Titulaire prend à sa charge le montant des franchises éventuelles prévues dans les polices souscrites.

Article 18. RESPONSABILITE

Le Titulaire s'engage à ce que les éléments livrés soient conformes au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Toutes les vérifications ou contrôles qui pourraient être effectués par l'Ineris n'exonèrent en rien la responsabilité du Titulaire au titre de ses obligations.

Toutes les prestations effectuées par le Titulaire le seront avec son personnel, son matériel ou le matériel mis à sa disposition qui est et restera sous sa seule et entière responsabilité.

Le Titulaire est responsable des dommages causés à l'occasion de l'exécution des obligations résultant du présent marché.

Le Titulaire garantit l'Ineris contre tous recours, contraventions, amendes qui pourraient s'exercer contre eux du fait de la non-observation par le Titulaire du droit des tiers ainsi que de la réglementation applicable au Titulaire notamment en matière d'hygiène et sécurité.

Le Titulaire garantit qu'il dispose de tous les droits sur les matériels nécessaires à la bonne exécution du marché.

Il est précisé que tous règlements amiables et transactions effectués par le Titulaire ou ses assureurs, sans l'accord de l'Ineris, sont inopposables à ce dernier.

Le Titulaire assurera, toutes les conséquences de la responsabilité civile qu'il encourt en application du droit commun vis-à-vis de l'Ineris en raison de tous dommages corporels et/ou matériels et/ou immatériels causés aux tiers par son propre personnel ou par tout bien meuble ou immeuble dont il aurait le contrôle, la direction ou la garde ou pour la part des obligations lui incombant.

Pour les prestations réalisées sur site, le Titulaire garantit l'Ineris contre tous recours et actions exercés contre ce dernier de ce chef, et ce aussi longtemps que la responsabilité de l'Ineris et ses entreprises hébergées pourra être recherchée.

Le Titulaire s'engage également à assister l'Ineris, à leur demande, dans tous les litiges qui pourraient l'opposer à un tiers du fait du présent marché.

La responsabilité du Titulaire est limitée aux dommages directs.

Article 19. CESSIION DU MARCHÉ

Le Titulaire doit informer l'Ineris de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise Titulaire et de tout projet de cession du marché et de ses marchés subséquents dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront réclamés par l'Ineris concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

L'Ineris peut s'opposer à cette cession, sauf lorsqu'il est fait application de la loi n°85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises, ou dans les cas de fusion, notamment lorsque l'activité du Titulaire est cédée à la seule condition que le repreneur présente au moins les mêmes compétences et garanties au regard de l'Ineris et que le cessionnaire accepte les conditions du marché.

En cas d'acceptation de la cession du marché par l'Ineris, un avenant constatant le transfert au nouveau Titulaire sera rédigé.

En cas de cession du présent marché, le Titulaire devra remettre à l'Ineris, dès la prise d'effet de la cession du marché et sans formalité supplémentaire, tous les documents en sa possession concernant les travaux effectués pour son exécution.

Suite à une décision légale et réglementaire, l'Ineris peut être obligé de transférer tout ou partie du marché.

Article 20. RESILIATION

20.1. Conditions de résiliation du marché

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 29 à 36 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

20.2. Observations du Titulaire en cas de résiliation

En cas d'échec du processus de gestion des risques et avant de prononcer la décision définitive de résiliation, l'Ineris met en demeure le Titulaire de s'exécuter dans un délai d'un mois.

Dès réception de cette mise en demeure, le Titulaire doit s'exécuter et présenter ses observations avant la fin dudit délai prévu par l'Ineris.

Article 21. REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le Titulaire doit, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur désigné adresser à l'Ineris dans les quinze jours qui suivent la décision de justice, une copie de tous les actes judiciaires relatifs au jugement de faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire, ainsi qu'une copie de tous les documents afférents aux autorisations de poursuite des activités du Titulaire.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 22. EXECUTION AU FRAIS ET RISQUES

Il pourra être pourvu, par l'Ineris, dans les conditions de l'article 36 du CCAG-FCS, à l'exécution de la fourniture ou du service aux frais et risques du titulaire soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, peut ne souffrir aucun retard, soit si la résiliation du marché prononcée prévoit cette mesure.

S'il n'était pas possible à l'Ineris de se procurer, dans des conditions qui lui conviennent, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue au marché, elle pourrait y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié ne sera pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire sera à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profitera pas.

Article 23. REGLEMENT DES LITIGES

Pour le règlement amiable des différends et litiges susceptibles de survenir en cours d'exécution du marché, il peut être fait appel à :

23.1. L'organe chargé des procédures de médiation

La saisine d'un comité consultatif de règlement amiable des différends suspend le cours des différentes prescriptions, quelle que soit la nature du contrat.

La saisine du médiateur des entreprises suspend le cours des différentes prescriptions dans les conditions prévues par l'article L. 213-6 du code de justice administrative ou, pour les marchés de droit privé, dans les conditions prévues par le code civil.

L'organe chargé des procédures de médiation est le :

Comité consultatif de règlement amiable des litiges (CCRA)
Préfecture de Meurthe-et-Moselle
1 Rue du Préfet Claude Erignac
54038 Nancy Cedex
Tél : 03.83.34.25.65

Les parties peuvent également recourir à la transaction telle que définie à l'article 2044 du code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur sur la responsabilité des parties au contrat pour le même objet.

23.2. L'instance chargée des procédures de recours

Le présent marché est soumis au droit français. En cas de recours contentieux, le litige éventuel sera soumis au tribunal administratif compétent. L'instance chargée des procédures de recours est le :

Tribunal Administratif d'Amiens
14, rue Lemerchier
CS 81114
80 011 Amiens Cedex 01
Tél : 03.22.33.61.70
Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

Article 24. DEROGATIONS

[L'article 6.1](#) « documents contractuels de le marché » déroge à l'article 4.1 « ordre de priorité » du CCAG.

[L'article 6.3](#) « Pièces à remettre au Titulaire » déroge à l'article 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG-FCS

[L'article 11](#) « Garantie » déroge à l'article 28 du CCAG-FCS.

[L'article 13](#) « Confidentialité » déroge à l'article 5.1.1 du CCAG-FCS.

